

**Séance ordinaire du
jeudi 22 juin 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-deux juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Robert COTTE ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO.

Association APERCABLE

**Désignation d'un représentant du Conseil municipal dans le cadre de la procédure
de dissolution de l'association**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 8 des statuts de l'Association pour l'étude de la réalisation de réseaux câblés (APERCABLE), la Ville de Montpellier doit être représentée par deux élus du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de cette association, dont elle est membre.

Il convient donc aujourd'hui de désigner un second représentant aux côtés de Monsieur Max LEVITA, précédemment désigné pour représenter la Ville au sein du Conseil d'administration de l'association.

La vocation de cette association créée en 1983 n'étant plus adaptée aux concepts et technologies d'aujourd'hui, sa dissolution doit être envisagée. Il est donc proposé d'autoriser les représentants de la Ville à voter en ce sens lors la prochaine réunion du Conseil d'administration, puis de l'Assemblée générale dont l'ordre du jour proposera cette question.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De procéder à cette désignation d'un représentant supplémentaire de la Ville à l'association APERCABLE, dans le cadre de sa procédure de dissolution.

A été élu :

- Thibault RASSAT

Les représentants de la Ville sont :

- Max LEVITA
- Thibault RASSAT

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juin 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Statuts de l'association APERCABLE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170622-7155-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/06/17
Réception en Préfecture : 29/06/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.